



Le cercle d'experts « Observation PACA Conjoncture » (OPC) travaille à l'identification d'objets sensibles, c'est à dire des secteurs d'activités, des territoires ou des publics qui risquent d'être fragilisés par les effets de la conjoncture. L'objectif n'est pas tant d'être exhaustif mais de produire un diagnostic partagé au service des pouvoirs publics régionaux et des partenaires économiques et sociaux.

Communiqué n° 23

Rédaction finalisée le 24 mai 2016

DIRECCTE SESE – RÉGION PACA SEOP – DR INSEE PACA – PÔLE EMPLOI PACA SEE – BANQUE DE FRANCE - ORM

Des signes d'amélioration, en France, alors que l'environnement international demeure contrasté

Au 4^e trimestre 2015, les **économies avancées** ont ralenti : la croissance a atteint + 0,3 % après + 0,5 % au 3^e trimestre. L'activité a notamment ralenti aux États-Unis, où l'investissement des entreprises et les exportations se sont contractés. De son côté, l'économie japonaise a rechuté, du fait d'une nouvelle baisse de la consommation. Le climat conjoncturel reste dégradé pour les grands exportateurs de matières premières, comme le Brésil et la Russie.

Dans la **zone euro**, la reprise économique se poursuit, en dépit d'une croissance plus modérée que prévu au début de l'année dû à l'affaiblissement de l'environnement extérieur. Ainsi, l'activité a crû au même rythme qu'au 3^e trimestre 2015 (+ 0,3 %). La croissance a notamment été soutenue par la demande intérieure mais pénalisée par la décélération de la consommation privée et la morosité des exportations.

Malgré le contexte international peu porteur, la croissance de la zone euro s'élèverait légèrement en 2016 (+ 0,4 % par trimestre), selon l'Insee. Elle serait notamment soutenue par : le bas niveau des prix du pétrole favorable au revenu réel disponible des ménages et à la consommation privée ainsi qu'à la rentabilité des entreprises et à l'investissement ; les mesures de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) et leur incidence positive sur les conditions de financement ; la poursuite des créations d'emploi à la faveur des réformes structurelles antérieures. Si la fin de la baisse du chômage dans les pays anglo-saxons annonce une nouvelle phase du cycle économique, dans la zone euro, en revanche, le taux de chômage devrait continuer de baisser, signe d'une phase de reprise progressive et d'un décalage conjoncturel entre les grandes économies avancées.

Enfin, les projections macroéconomiques de la BCE, établies en mars 2016 pour la zone euro, prévoient une hausse annuelle du PIB en volume de 1,4 % en 2016, de 1,7 % en 2017 et de 1,8 % en 2018.

En **France**, l'activité retrouverait un peu de tonus au premier semestre 2016, selon l'Insee. La croissance modérée des deux derniers trimestres 2015 confirment que la dynamique de reprise est enclenchée. L'investissement des entreprises progresse déjà solidement depuis quatre trimestres et s'accélère, porté par les achats en automobiles et les dépenses de travaux publics. Quant à la consommation des ménages, elle s'est repliée fin 2015 mais elle rebondirait nettement début 2016. Selon les projections effectuées dans le cadre de l'Eurosystème, la reprise se confirmerait mais l'accélération resterait modérée : le PIB croîtrait de 1,4 % en 2016 et de 1,6 % en 2017. Au 2^e trimestre 2016, les prévisions de la Banque de France au travers de l'Indicateur synthétique mensuel d'activité (ISMA) anticipent une évolution du PIB de 0,3 % au niveau national.

En **PACA**, au cours du 1^{er} trimestre 2016, dans le **bâtiment**, l'activité est plutôt favorablement orientée. Alors même que la demande publique manque de relief, la progression de la production dans les **travaux publics** fait suite à un hiver et un printemps plutôt clément. La concurrence demeure importante, principalement dans les travaux publics avec une baisse des prix, alors qu'ils se stabilisent dans le bâtiment. Dans **l'industrie**, la baisse de la demande mondiale couplée à des incidents techniques ont impacté le niveau de production qui est contrasté sur le trimestre. Seuls les secteurs des « équipements électriques, électroniques » et la « fabrication de matériels de transport » demeurent sur une évolution positive. Le taux d'utilisation des capacités de production se situe à 77 % à la fin du 1^{er} trimestre soit un taux qui demeure en-deçà de la moyenne de longue période (82 %). Dans les **services**, composante majeure de l'économie régionale, la tendance globale fait ressortir une amélioration des volumes d'affaires qui fait suite à une courte période de tassement de l'activité. Globalement, à court terme, les évolutions positives de l'activité régionale seraient plus marquées.

Plus forte progression annuelle de l'emploi depuis la crise

En **PACA**, après une année 2014 plutôt morose, l'emploi salarié des secteurs concurrentiels (hors agriculture et particuliers employeurs) retrouve de la vigueur en 2015. Au 31/12/2015, avec 1 110 700 salariés, il rejoint presque le niveau qu'il avait 7 ans plus tôt. Sur un an, la croissance est d'ailleurs la plus forte enregistrée depuis début 2008 :



+ 0,9 % au 4^e trimestre 2015, soit + 10 100 personnes en emploi, dont + 2 600 intérimaires (après respectivement - 4 700 et - 30 fin 2014). En rythme trimestriel, l'emploi s'accroît de 0,2 % (+ 1 900 personnes). Cette hausse s'explique pour les trois quarts par celle de l'emploi hors intérim (+ 1 400 personnes, soit + 0,1 %), tandis que l'intérim contribue plus faiblement à la croissance de l'emploi régional (+ 440 personnes, soit + 1,3 %).

La bonne tenue relative de l'emploi en 2015 s'explique uniquement par le dynamisme du **tertiaire marchand** : en comptant chaque intérimaire dans son secteur d'activité employeur, la demande de travail des entreprises dans ce secteur s'est accrue de l'équivalent de 11 400 emplois, après + 1 200 en 2014. Les sous-secteurs qui contribuent le plus à cette hausse sont le « commerce » et les « activités de soutien aux entreprises » (respectivement + 4 600 et + 3 700 emplois, après - 600 et + 600 en 2014). Dans l'**industrie**, la demande de travail a reculé de l'équivalent de 550 emplois en 2015, trois fois moins qu'en 2014 (- 1 600). La baisse ne concerne que les sous-secteurs de l'« agro-alimentaire », de la « fabrication de matériel de transport » et de la « fabrication d'autres produits industriels ». Enfin, dans la **construction**, la hausse de l'intérim en 2015 (+ 810 personnes, après - 800) a permis de fortement ralentir la chute des effectifs salariés : - 930, après - 4 200 en 2014.

En 2015, l'emploi s'est aussi redressé en **France métropolitaine** (+ 83 100 salariés, après - 59 700 en 2014) mais, à la différence de PACA, cette amélioration est pour une très large part due à la reprise de l'intérim (+ 50 600, après - 1 100). Sur un an, la hausse est moindre qu'en PACA (+ 0,5 %) et l'écart se creuse en faveur de la région.

Très léger recul du taux de chômage

En **PACA**, au 4^e trimestre 2015, le taux de chômage localisé diminue de 0,1 point et s'établit à 11,5 % de la population active, comme au premier semestre (- 0,2 point sur un an). En **France métropolitaine**, le repli est de même ampleur et le taux de chômage au sens du BIT atteint 10,0 % de la population active, comme au premier semestre (- 0,1 point sur un an). Au sein de la région, le taux de chômage recule de 0,1 point dans le Var (11,2 %) et le Vaucluse (13,0 %) et de 0,2 point dans les Alpes-Maritimes (10,6 %) et les Bouches-du-Rhône (11,9 %). Dans les Hautes-Alpes (9,4 %) et les Alpes-de-Haute-Provence (11,7 %), il est stable.

Au 1^{er} trimestre 2016 en **PACA**, le nombre moyen de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans aucune activité) continue d'augmenter, mais le rythme de progression annuelle ralentit pour le troisième trimestre consécutif : + 2,1 % (après + 3,6 % au 4^e trimestre 2015), soit 2,7 fois moins vite qu'un an plus tôt. Cette décélération profite notamment aux seniors (+ 50 ans) dont la hausse annuelle est la plus faible enregistrée depuis l'extinction progressive de la dispense de recherche d'emploi amorcée en 2009 (+ 8,6 %, après + 10,2 %). Chez les moins de 25 ans, la demande d'emploi diminue sur un an pour le troisième trimestre consécutif (- 5,1 %, après - 4,1 %). Cette baisse ne concerne toutefois que les jeunes hommes. Au total, fin mars 2016, 321 200 demandeurs d'emploi sont sans aucune activité dans la région. Pour les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C), la situation s'améliore à peine : + 10,2 % au 1^{er} trimestre 2016, après + 11,8 %. Au niveau **France métropolitaine**, ces tendances sont similaires.

L'ICDC du 4^e trimestre 2015 poursuit son amélioration pour le deuxième trimestre consécutif, retrouvant ainsi son niveau de fin 2014¹

L'ICDC a diminué de près d'une semaine (6 jours) ce trimestre en **PACA** et retrouve son niveau de fin 2014. Avec une conjoncture économique maintenue telle qu'elle s'établit au 4^e trimestre 2015, un demandeur d'emploi en PACA resterait inscrit sur les listes de Pôle emploi en moyenne 411 jours, soit un an, un mois et deux semaines. La région suit la même tendance que le national. Sur un an, l'évolution de l'indicateur présente une quasi-stagnation (- 2 jours) en PACA. Cette embellie de l'indicateur depuis deux trimestres est davantage située au sein des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône et du Var. En revanche, la situation au sein des Hautes-Alpes continue de se dégrader. Cette amélioration concerne davantage les hommes, les 25 ans et plus (surtout les seniors), les professions intermédiaires et les ouvriers.

Zoom sur le marché du travail territorialisé

Le taux de chômage se replie le plus fortement dans la zone d'emploi d'Arles, la plus touchée par le chômage

À un niveau géographique plus fin, le taux de chômage augmente au 4^e trimestre 2015 uniquement dans les zones d'emploi de Briançon (9,2 %) et d'Orange (13,7 %) : + 0,1 point. Il est stable dans celles de Gap (9,1 %), Menton - Vallée de la Roya (10,0 %), Cannes - Antibes (10,7 %), Manosque (12,4 %) et Cavaillon - Apt (13,3 %). Dans les autres zones d'emploi de la région, le recul du taux de chômage se situe entre - 0,1 et - 0,2 point. Mais c'est dans la zone d'emploi d'Arles, territoire où le taux de chômage est le plus élevé (14,1 %), que le repli est le plus fort (- 0,3 point).

Pour accéder aux informations issues de la dernière rencontre plénière, consulter :

<http://www.observacion-paca-conjoncture.org>, rubrique « suivi du dispositif Paca Conjoncture » au 27/04/2016

¹L'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) est un nouvel indicateur conjoncturel proposé par Pôle emploi dans le but de synthétiser l'incidence de la conjoncture économique sur l'état du marché du travail, et les opportunités qu'il offre pour trouver un emploi. Il reproduit le calcul de l'espérance de vie d'une population en évaluant la durée moyenne de chômage d'une cohorte fictive de demandeurs d'emplois qui connaîtraient durant toute la période de chômage les mêmes conditions sur le marché du travail que celles du trimestre considéré.